

Cabinet Gérard Chesneau & Associés  
34, rue du Carteron  
49312 Cholet

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **VIVALIS**

Société Anonyme

La Corbière  
49450 Roussay

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les opérations sur le capital prévues aux  
15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions de  
l'Assemblée Générale mixte du 7 juin 2011**

## **VIVALIS**

Société Anonyme

La Corbière  
49450 Roussay

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les opérations sur le capital prévues aux 15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2011**

---

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par le Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les différentes émissions d'actions et de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

#### **1. Emission d'options de souscription d'actions en faveur de salariés et de dirigeants de la Société et de ses filiales (15<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par les articles L.225-177 et R.225-144 et du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options de souscription d'actions au bénéfice de salariés et de dirigeants de la société et de ses filiales.

Il appartient à votre Directoire d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options de souscription d'actions, ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription sont mentionnées dans le rapport de votre Directoire, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes, de nature à éclairer les actionnaires et qu'elles n'apparaissent pas manifestement inappropriées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

**2. Attribution d'actions gratuites de votre Société, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié de la Société et de ses filiales, et des membres du Directoire de la Société et des dirigeants sociaux de ses filiales (16<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par l'article L.225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution gratuite en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société et de ses filiales, et des membres du Directoire de la Société et des dirigeants sociaux de ses filiales.

Votre Directoire vous propose sur la base de son rapport, de l'autoriser à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre. Il lui appartient d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier notamment que les modalités envisagées et données dans le rapport de votre Directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions.

**3. Emission de bons de souscription d'actions (18<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par le Code de commerce et notamment les articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92, nous vous présentons notre rapport sur la proposition d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, de 37.500 bons de souscription d'actions autonomes (les « BSA 23 »), réservée à des personnes physiques non salariées qui sont membres des organes de direction ou de surveillance de la société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Cette émission pourra entraîner une augmentation de capital de 5.625 euros, hors prime d'émission. Chaque BSA 23 sera émis à titre gratuit permettra de souscrire à une action nouvelle de la Société.

Votre Directoire vous propose sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée maximum de 18 mois, la compétence pour décider l'émission de BSA 23 et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération

Il appartient à votre Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113, R.225-114 et R. 225-117 du code commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant cette opération, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du Directoire.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'émission sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 de Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation par votre Directoire.

#### **4. Augmentation de capital réservée aux salariés (19<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital par l'émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés pour un montant maximum de 30.000 euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivantes du Code du travail. Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois à compter de la date réunion de l'assemblée générale, la compétence pour décider une augmentation de capital et de renoncer à votre droit préférentiel de souscription.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission.

**VIVALIS**  
Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les opérations sur le capital prévues aux 15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions  
de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2011

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Directoire.

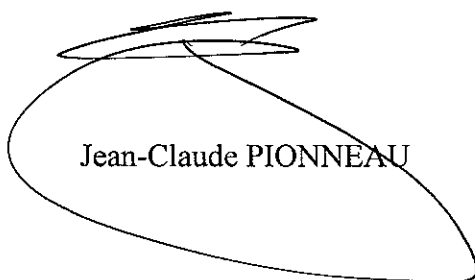
Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital serait réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation votre Directoire.

Cholet et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2011

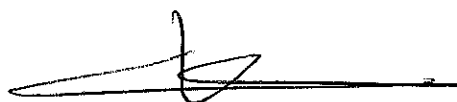
Les Commissaires aux Comptes

**Cabinet Gérard Chesneau & Associés**



Jean-Claude PIONNEAU

**Deloitte & Associés**



Christophe PERRAU